



Mobilisation dans le 93 : quand la ministre et le premier ministre jouent aux pompiers pyromanes avec la démocratie sociale...

Six semaines d'une mobilisation forte, dans les écoles, collèges, lycées et CIO du départements, des grèves suivies et reconduites, des manifestations le samedi qui ont rassemblé les personnels, les parents, les élu-es, donnant une assise populaire sans précédent à ce mouvement : depuis six semaines, la mobilisation initiée par nos organisations syndicales dans le 93 est exemplaire et remarquable. Le mot d'ordre est clair : un plan d'urgence pour le 93, construit sur la base des constats de terrain.

Pour le ministère, il est urgent...d'attendre !

Nous avons accompagné l'intersyndicale du 93 en audience à Matignon et deux fois au ministère, dont la rencontre avec la ministre le lundi 15 avril. Aucune réponse concrète et chiffrée n'a été, à ce jour, mise sur la table. Après que Matignon nous ait assuré « il n'y aura pas rien », quelques jours après, rue de Grenelle, nous nous entendons dire qu'il n'est pas possible de nous donner, à ce stade (plus de 6 semaines après le début de la mobilisation), des réponses chiffrées et que, de toutes façons, le ministère « n'a pas les moyens » pour le plan d'urgence. La ministre de l'Éducation nationale renvoie à dans trois semaines pour un chiffrage pour les moyens en vie scolaire et en personnels du pôle médico social pour la rentrée 2024. Le renforcement du « pool » pour les remplacements reste très mystérieux puisque sans moyens nouveaux dédiés. Et pour le reste....

Toujours plus ou toujours juste ?

Ces réponses, ou plutôt cette absence de réponse, sont une provocation. Les personnels mobilisés et nos organisations syndicales mettent en avant la réalité du terrain, le contexte scolaire, social, économique du 93, pointent la nécessité d'un plan d'urgence. Ce n'est pas demander toujours plus comme nous avons pu l'entendre de la part certains de nos interlocuteurs, c'est exiger ce qui est juste. Mais c'est visiblement déjà trop pour ce gouvernement. Nos interlocuteurs nous ont souvent renvoyé vers l'héritage des JOP pour le 93. Mais de quel héritage parle-t-on quand on voit le manque global d'infrastructures sportives et leur état ? De même, la gestion des infrastructures olympiques par des entreprises privées laisse craindre qu'elles ne profitent pas ou peu aux élèves du département. Le gouvernement doit assumer ses responsabilités : engager un vaste plan pour le service public d'Éducation dans le 93.

Les apprentis sorciers de la démocratie sociale

Le Premier ministre, la ministre de l'Éducation nationale et leurs équipes ne font pas que mépriser l'avenir de la jeunesse du 93 et les personnels. En niant la force de la mobilisation, la légitimité des revendications, en refusant d'apporter des réponses concrètes et chiffrées, ils bafouent aussi les principes élémentaires de la démocratie sociale, contribuant à aggraver un peu plus la crise de notre démocratie. Dangereux et irresponsable.

A Paris, le 15 avril 2024